economiesuisse

UBS met fin aux garanties et a remboursé intégralement les prêts d'aide sous forme de liquidités

UBS renonce aux garanties de la Confédération et a remboursé intégralement les prêts d'aide sous forme de liquidités que Credit Suisse avait reçus au printemps. C'est positif, mais il n'y a pas de quoi pavoiser. Cela montre deux choses: premièrement, une banque qui «utilise» une telle garantie («Public Liquidity Backstop») a tout intérêt à rembourser le prêt le plus rapidement possible. Deuxièmement, l'ordre de grandeur – les prêts d'aide sous forme de liquidités ont atteint un montant maximum de 168 milliards de francs – montre qu'ils étaient absolument nécessaires. Sans cela, Credit Suisse serait devenu illiquide et aurait probablement déclenché un incendie national et international.

Revenons en arrière: début 2023, les clients ont perdu confiance dans la direction de Credit Suisse et ont retiré d'importants capitaux de la banque. Le «bank run» s'est accéléré, entraînant l'effondrement des actions Credit Suisse. En urgence, la Banque nationale suisse (BNS) a mis des liquidités à la disposition de la banque. Pourtant, même ces 50 milliards de francs n'ont pas suffi. La Confédération, la Finma et la BNS sont intervenues. UBS a racheté Credit Suisse. Afin de calmer les marchés, la banque a pu solliciter d'importants prêts d'aide garantis par la Confédération. Ce «Public Liquidity Backstop» était cruellement nécessaire. Au plus fort de la crise, UBS a sollicité des aides sous forme de liquidités à hauteur de 168 milliards de francs. Il a ainsi été possible de calmer les marchés et de susciter la confiance dans la solution trouvée. Sans cela, Credit Suisse serait

rapidement devenu illiquide. Ces questions si techniques auraient pu avoir des conséquences dramatiques: les entreprises ayant un compte chez Credit Suisse n'auraient plus pu effectuer de paiements et les fournisseurs et employés n'auraient pas reçu de versement. Les conséquences ne se seraient pas limitées à la Suisse. Une réaction en chaîne négative menaçait.

Il est fort possible qu'une faillite de Credit Suisse aurait également mis en difficulté d'autres banques. Aux États-Unis en particulier, où la nervosité était déjà très grande après l'effondrement de banques de taille moyenne, un Credit Suisse illiquide aurait ébranlé les marchés. Souvenons-nous de la crise des marchés financiers. La banque d'investissement Lehmann Brothers avait alors un bilan à peu près équivalent à celui de Credit Suisse. Si aucune solution n'avait été trouvée, la Suisse aurait peut-être déclenché une crise mondiale des marchés financiers.

Le remboursement intégral des prêts d'aide sous forme de liquidités à la BNS, qui a eu lieu plus tôt que prévu, montre qu'une banque a tout intérêt à être libérée le plus rapidement possible de la béquille étatique. UBS a aujourd'hui définitivement résilié le contrat de garantie contre les pertes conclu avec la Confédération, ainsi que le contrat conclu avec la BNS concernant les prêts sous forme de liquidités garantis par l'État. Les mesures mises en place en urgence sont donc caduques et la Confédération n'assume dès maintenant plus aucun risque. On sait désormais que la reprise de Credit Suisse par UBS n'entraînera aucun coût pour les contribuables. Au contraire, grâce aux garanties, la Confédération a même engrangé des recettes de l'ordre de 200 millions de francs.

Il est actuellement question d'ancrer de manière permanente le «Public Liquidity Backstop» dans la loi sur les banques. Les événements entourant Credit Suisse montrent clairement qu'il serait sage de prévoir un tel filet de sécurité pour des situations exceptionnelles.